

les couches dirigeantes et appointées de la C.G.T.U. et C.G.T., mais elle paracheva la plus grande défaite des ouvriers français. Depuis la Commune de Paris, la bourgeoisie démocratique a appris à vaincre les prolétaires plus sûrement qu'avec des fusils et des canons. Ce fut d'abord août 1914, aujourd'hui le 14 juillet, le 11 novembre et une unité syndicale toute à l'avantage des traîtres, où l'on veut étrangler la moindre tentative de lutte des travailleurs.

L'IMPORTANCE DE LA QUESTION SYNDICALE EN FRANCE

Il est certain que l'application du schéma des événements russes à la France conduit à la politique du 14 juillet, à l'alliance avec les radicaux, à l'appui à la république — avec les réserves de principe — usage — bref, à la politique du front populaire. Cela prouve, non pas que ce schéma, appliqué par les bolchéviks, fut faux, mais bien que les conditions historiques sont de loin différentes. D'ailleurs, il y a bien des distinctions et d'oppositions entre les hypothèses, positions et proclamations que Lénine signa et tout le galimatias confusionniste des traîtres. Mais ce qui est évident, c'est que les perspectives politiques des groupes qui se réclament du prolétariat français s'inspirent, en grande partie, du schéma russe et des réminiscences de la grande révolution de 1789. Nous repoussons ces schémas parce qu'ils ne répondent pas à la phase mondiale de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie. La révolution russe vit la révolution prolétarienne dépasser et triompher des phénomènes propres à la révolution bourgeoise. Mais, incontestablement, dans ce milieu social arriéré, les bolchéviks triomphèrent, parce qu'ils furent les porte-voix de la conscience avancée du prolétariat mondial. La période de février à octobre 1917 appartient au passé et n'est que le choc de la révolution bourgeoise et prolétarienne. Il n'y a rien là qui puisse servir comme élément progressif dans la lutte des prolétariats des pays démocratiques où la révolution bourgeoise est chose faite depuis de nombreuses décades. Que l'on ne vienne pas avec des « Korniloviades » ou des théories d'appui à l'une force bourgeoise progressiste contre l'autre réactionnaire, à des fronts uniques avec la social-démocratie

contre le fascisme en démontrant qu'en Russie, Lénine fit un compromis avec Kérénski contre Kornilov, etc... Il faut apprécier la lutte des prolétariats dans les pays capitalistes selon d'autres critères et considérer la phase mondiale où règne partout l'impérialisme bourgeois qui se dresse solidairement, de la droite à la gauche, contre le prolétariat. La Russie est vraiment le dernier pays où les circonstances de la révolution bourgeoise ont pu être exploitées par et au profit du prolétariat. Les événements chinois de 1927, déjà, ont prouvé que, dans des secteurs économiquement et socialement arriérés, l'impérialisme mondial intervenait de concert avec la bourgeoisie nationale contre le prolétariat. Et en 1923, le décalque du schéma russe en Allemagne, dans un pays de démocratie bourgeoise hautement avancée, aboutit à une magistrale défaite prolétarienne. Aucune force sociale qui agit au sein de la société bourgeoise ne peut désormais être appuyée, soit même temporairement, par le prolétariat. Il se doit, conformément aux enseignements de l'après-guerre, d'agir sur des bases spécifiques de classe, contre toutes les forces capitalistes, qu'elles soient fascistes ou social-démocrates, ou centristes, en vue de porter atteinte au mécanisme de la société capitaliste, démocratique ou fasciste.

Historiquement, ce n'est pas le fait du hasard si en France, en Angleterre, ces pays classiques de la démocratie bourgeoises, se soient développées de puissantes organisations syndicales. C'est qu'après 1848, en France, avec Blanqui, les ouvriers français se sont dressés comme une force indépendante de classe contre laquelle libéraux, progressistes et réactionnaires bourgeois devaient s'unir. C'est qu'il y eut la Commune de Paris.

En Angleterre, c'est le puissant mouvement Chartiste, où la séparation avec les progressistes bourgeois se fit rapidement. Puisque vivant dans des sociétés bourgeoises, en opposition directe avec la bourgeoisie, dès lors que la question du pouvoir ne se posait pas, le prolétariat devait se regrouper sur un terrain de classe en vue de porter ses coups à la source du profit bourgeois, en vue de défendre ses conditions d'existence. C'est dans les Trades-Unions, les organisations syndicales de masses de France, d'Alle-

Allemagne, que la bourgeoisie porta sa corruption afin de faire du rassemblement des ouvriers un pilier de la machine parlementaire bourgeoise. La signification de classe de l'apparition des syndicats de masse à l'époque de la IIe Internationale fut donnée par Luxembourg qui, sous l'influence de la révolution russe de 1905 d'abord, des grèves générales en Belgique ensuite, réagit contre l'opportunisme des chefs réformistes corrompus par la bourgeoisie et entrevit dans les syndicats des bastions du prolétariat desquels, sous le choc des événements ultérieurs, il aurait pu déchaîner de foudroyantes attaques contre le capitalisme. Mais l'opportunisme vint à bout du rassemblement des ouvriers dans leurs organisations syndicales et ce fut la débâcle de 1914. En France, l'anarcho-syndicalisme exprima cette poussée voulant s'opposer au parlementarisme pourri, à la prison démocratique, en faisant des syndicats, instruments de classe, les seules armes du prolétariat. Mais l'anarcho-syndicalisme n'exprimera qu'une poussée et non une tendance scientifique ne pouvant se constituer qu'au feu des luttes de classes, par l'analyse et la confrontation de tout le patrimoine prolétarien. Il ne sera donc pas un organisme politique agissant dans l'ambiance où s'effectuait, dans un sens ou dans l'autre, ce travail: la IIe Internationale. C'est pourquoi l'anarcho-syndicalisme sombrera dans la guerre et l'après-guerre n'en verra que des débris.

Après les IIIe et IVe Congrès de l'I.C. la France se verra appliquer le même schéma que celui qui conduisit au 1923 allemand. Entretemps, la scission syndicale survint sous la pression des réformistes qui exprimaient ici la nécessité pour la bourgeoisie de diviser le prolétariat dans un moment où des rassemblements unitaires des ouvriers auraient pu compromettre sa reconstruction nationale. Ce fut une colossale erreur que d'accepter la scission alors que ne s'ouvrait pas, en France, une période de luttes révolutionnaires décisives: c'était mettre à la disposition de la bourgeoisie une organisation permanente de sabotage. Les communistes auraient dû accepter les plus durs sacrifices pour maintenir ou reconstituer l'unité ou lutter pour un front unique syndical. Mais l'I. C. partait à la recherche des masses avec le front unique inter-partis...

Au lieu de considérer que, dans l'après-guerre, la tactique communiste en France devait consister à sonner le ralliement autour d'organisations syndicales unifiées, autour d'un programme de revendications immédiates, nous eûmes la « bolchevisation », le soutien du Cartel et un peu de cache-cache entre C.G.T. et C.G.T.U. Certes, la constitution de l'économie française, sa force, ses amortisseurs coloniaux, contribuèrent pour beaucoup à la faiblesse d'un prolétariat non secoué par des secousses économiques comme en Allemagne, en Italie. Mais malgré ces éléments, au cours de la période qui se clôture avec la stabilisation monétaire de Poincaré, dont les ouvriers firent les frais, des possibilités de lutte s'ouvraient pour un P. C. qui aurait appelé les masses à se regrouper autour des syndicats, qui aurait combattu avec acharnement le Cartel, qui aurait déployé une tactique s'inspirant des idées essentielles qui guidèrent le P. C., alors dirigé par notre courant — en Italie avec la fondation de l'Alliance du Travail. L'expérience italienne compte quand même pour quelque chose. Et, à ce sujet, il est certain que le front unique syndical entre syndicats réformistes, anarchistes et le syndicat indépendant des cheminots, constitué sous la pression communiste, permit non seulement une sérieuse résistance aux attaques capitalistes, mais réalisa en même temps qu'une position ferme du prolétariat devant le fascisme, un terrain où les travailleurs pouvaient évoluer vers les positions de la lutte communiste. Mais le parti italien s'était armé des thèses de Rome qui balayèrent le terrain du prolétariat, dénonçaient tous les rouages de la machine démocratique par une réfutation de principe de ses institutions, de ses forces sociales. Il délimitait cette vérité essentielle, entrevue d'ailleurs par Gorter, que le prolétariat, dans la société démocratique bourgeoise, ne pouvait compter que sur ses propres forces de classe et que la direction de ses efforts devait porter vers l'opposition irréductible à toutes les expressions de cette société. Là était l'élément progressif des nouvelles révolutions prolétariennes que les thèses des 3e et 4e Congrès étouffèrent.

C'est de cette considération que découle l'importance des syndicats quand n'existent pas de dispositions des masses vers des luttes révolutionnaires. Nous